

# L'actu

## → LE CHIFFRE

# - 2,2 %

C'est la baisse du cheptel laitier en janvier par rapport à janvier 2020, soit 80 000 vaches en moins. Toutes les régions sont concernées avec, même, - 2,5 % en Bretagne et en Pays de la Loire. Seule la Bourgogne Franche-Comté connaît un repli moindre, à - 1 %.



## → DÉCRYPTAGE

### 2,5 € rabotés en 2020 par Lactalis au titre de la concurrence

En 2020, l'effet sur le prix du lait du marché PGC France pour Lactalis (50 % de son mix-produit) se chiffre, selon l'Unell, à + 7,5 €. D'après notre estimation, il se compose d'une hausse de + 4 € des PVI produits laitiers Insee (prix de vente sortie usine) et de + 3,5 € sur le prix de revient du lait retenu dans la formule Lactalis. Ce dernier est en effet rentré, pour l'Unell, à hauteur de 355 € à partir de septembre 2019, jusqu'à mai 2020 où il est passé à 365 €. Compte tenu de la baisse des indicateurs du marché de ses 20 % de PCG export et 30 % de produits industriels (- 11,41 € pour le prix allemand/- 12,9 € sur la valorisation beurre-poudre), le prix Lactalis aurait dû, en 2020, baisser de 2,43 €. S'il a connu un recul de l'ordre de 5 €, comme mesuré dans notre observatoire, c'est que Laval a gratté 2,5 € au titre du correctif avec son environnement concurrentiel.



## SEGMENTATION

# Quand les choix des laiteries pénalisent les éleveurs

**Perspective.** La multiplication des démarches de segmentation pose la question du devenir des producteurs de lait standard. Et celle de leur défense.

Triballat Noyal (Ile-et-Vilaine) a lancé le mouvement l'été dernier en annonçant sa volonté d'abandonner, à terme, sa transformation de lait standard et de réduire de moitié sa collecte de lait conventionnel. Seul l'intéresse le lait de vaches ne consommant pas d'OGM et pâturant au moins 200 jours par an. Jusque-là, aucune laiterie n'avait agi de manière aussi radicale. Leur recherche de segmentation n'avait pas conduit à exclure des éleveurs produisant un lait conforme aux normes de qualité mais ne répondant plus à leur cahier des charges. Les livreurs de Triballat ont subi un choc et certains vont devoir arrêter la production laitière (voir L'Éleveur laitier de février 2021, page 16). L'OP s'est démenée pour négocier les conditions pour ses adhérents. « Le contrat est rompu et les éleveurs disposent d'un délai de deux ans pour s'adapter. S'ils arrêtent avant, ils doivent toucher une indemnité », précise le président de l'OP, Pascal Mancel. Son montant a été arrêté à 235 €/1 000 l s'ils cessent fin mars 2021. Et l'OP discute de la prime pour ceux qui respecteront le nouveau cahier des charges. Auparavant, ils percevaient un montant variable de 10 à 12 €/1000 l, deux fois moins que celle que versent d'autres laiteries pour des contraintes quasi identiques. L'AOP Poplait (Grand Ouest) s'investit pour trouver des solutions à chaque producteur

via ses OP. Son président, Gilles Pousse, regrette que l'entreprise ait ainsi imposé sa décision sans concertation. « Nous essayons de faire en sorte que personne ne reste sur le carreau. » Certains éleveurs ont déploré le manque d'implication du syndicalisme sur le sujet. Or, il y a fort à parier que dans les mois ou les années qui viennent, d'autres éleveurs seront concernés. La FNPL commence à s'emparer du sujet.

### Le paradoxe de devoir importer du lait standard

« Le plan de filière défend clairement une production laitière diverse », rappelle Marie-Thérèse Bonneau, vice-présidente de la FNPL. Elle souligne aussi que les produits fabriqués avec du lait standard ont toute leur place dans les rayons français et que le choix du système de production revient bien évidemment à l'éleveur. « Il n'est pas concevable que les laiteries imposent aux éleveurs français de se recentrer sur des niches, et que l'on importe du lait standard. » Les choix de segmentation des laiteries posent aussi la question de la valorisation pour les éleveurs. Et la volonté des industriels de collecter du lait de vaches qui pâturent une bonne partie de l'année pose problème dans les régions qui en manquent, surtout dans un contexte de changement climatique.

PASCALLE LE CANN

## Quest

Michel directeur des achats

Vous p prix du obliga un Sav distine leur fe

« Les sign

avec Savenc ces d'u industr ils ont niveau du lait La seul que ces engage de pre nous. ajout dispo serait prix d que le effect l'inté sente discu

O P Le

LE CONTRAT TRIPARTITE BY LIDL



LAIT ÉCRÉMÉ